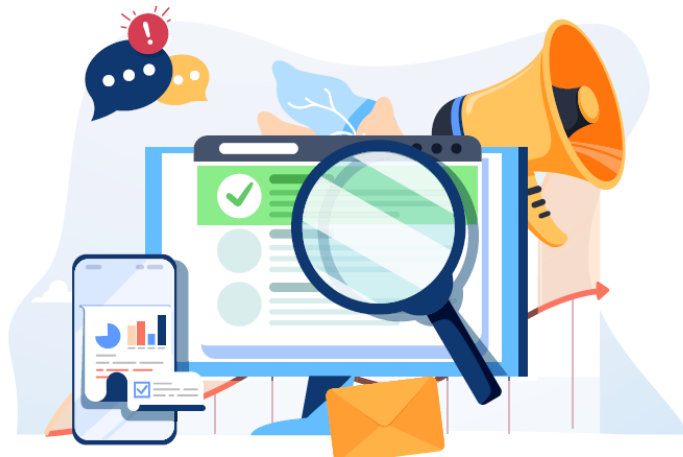


L'Actu de la semaine

Du 2 au 6 septembre 2019



FISCAL

SOCIAL

AFFAIRES

IMMOBILIER

CIVIL

DIVERS

Nos documentalistes recensent pour vous chaque semaine l'essentiel de l'actualité repérée sur les sites institutionnels et transmis à nos Rédactions.

FISCAL

Sites institutionnels

- [Actualité net-entreprises.fr](#) : Prise en compte du nouveau taux personnalisé du prélèvement à la source transmis au mois d'Aout 2019
- [Calendrier fiscal Professionnel septembre 2019](#) – impots.gouv.fr
- [Calendrier fiscal Particulier septembre 2019](#) – impots.gouv.fr
- [Publication impots.gouv.fr](#) : Liste indicative des communes et EPCI qui ont institué la taxe communale forfaitaire sur les cessions à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles (article 1529 du code général des impôts)
- [BOD Blanc n° 7321 du 2-9-2019](#) : Remboursement d'une fraction de la TICPE sur les carburants utilisés par les exploitants de taxis au titre de l'article 265 sexies du code des douanes
- [BOD Blanc n° 7322 du 2-9-2019](#) : Remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur les carburants utilisés par les exploitants de taxis. Taux de remboursement pour l'année 2019
- [Communiqué Min. action et comptes publics](#) : Les revalorisations des bases locatives contribuent à l'égalité devant l'impôt
- [Actualité impots.gouv.fr](#) : Publication de la brochure pratique impôts locaux 2019
- [Publication impots.gouv.fr](#) : Impôt sur les revenus 2018 / Année blanche - Réponses au TOP 5 des questions les plus fréquentes
- [Publication Cour des comptes](#) : Les conventions fiscales internationales

Jurisprudence

- [Tribunal administratif de Cergy-Pontoise : Fonds de conclusions](#) - Nouvelles conclusions versées en Août

Au BOFiP-Impôts

- [02/09/2019](#) : RSA - Suppression de l'exonération des primes et indemnités attribuées par l'Etat aux agents publics et aux salariés à l'occasion d'un transfert hors de la région Île-de-France (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 137)
- [02/09/2019](#) : RPPM - Création d'un régime fiscal spécifique applicable aux cessions d'actifs numériques réalisées à titre occasionnel, directement ou indirectement, par les particuliers (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 41)
- [03/09/2019](#) : IR - RSA - Régime d'imposition des indemnités de fonction des élus des communes de moins de 3 500 habitants (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 4)
- [03/09/2019](#) : RSA - Exonération d'impôt sur le revenu des indemnités versées dans le cadre des mesures accompagnant les ruptures conventionnelles collectives et dans le cadre du dispositif de cessation d'un commun accord de la relation de travail des agents publics des chambres de commerce et d'industrie (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 7 et 8 ; CGI, art. 80 duodecimes)
- [04/09/2019](#) : BIC - Modalités d'application du régime « zones de revitalisation rurale » (ZRR) prévu à l'article 44 quinquies du CGI pour les professionnels libéraux opérant une « reprise par soi-même » ou s'installant en tant que collaborateur – Rescrits
- [04/09/2019](#) : BIC - Conséquence du changement de régime fiscal d'une entreprise exonérée en vertu de l'article 44 quinquies du code général des impôts (CGI) – Rescrit
- [04/09/2019](#) : IS - Déductibilité des intérêts versés à une société belge bénéficiant du régime des intérêts notionnels – Rescrit

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 27 août 2019](#) modifiant l'arrêté du 8 juin 1993 pris pour l'application de l'exonération de la taxe intérieure de consommation prévue par l'article 265 bis-1 (a) du code des douanes pour les produits pétroliers destinés à être utilisés autrement que comme carburant ou combustible et fixant les mesures auxquelles doivent se conformer, pour les besoins du contrôle fiscal, les fournisseurs, les distributeurs et utilisateurs de ces produits

Union Européenne

- Renvoi préjudiciel – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Vente d'un terrain sur lequel se trouve un bâtiment au moment de la livraison – Qualification – Articles 12 et 135 – Notion de “terrain à bâtir” – Notion de “bâtiment” – Appréciation de la réalité économique et commerciale – Évaluation des éléments objectifs – Intention des parties : [CJUE 4-9-2019 aff. 71/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 103, paragraphe 2, sous a) – Article 311, paragraphe 1, point 2 – Annexe IX, partie A, point 7 – Taux réduit de TVA – Objets d'art – Notion – Photographies prises par l'artiste, tirées par lui ou sous son contrôle, signées et numérotées dans la limite de trente exemplaires – Réglementation nationale limitant l'application du taux réduit de TVA aux seules photographies présentant un caractère artistique : [CJUE 5-9-2019 aff. 145/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Règlement (CEE) no 2658/87 – Union douanière et tarif douanier commun – Classement tarifaire – Nomenclature combinée – Sous-position 8504 40 30 – Convertisseurs statiques – Critères de classement – Destination essentielle : [CJUE 5-9-2019 aff. 559/18](#)
- [Publication OCDE](#) : Alors que le rythme des réformes fiscales ralentit, les pays sont invités à prendre des mesures plus audacieuses
- [Actualité Commission européenne](#) : La Commission européenne organise une consultation publique sur « la fiscalité réduite dont bénéficie le rhum produit dans les territoires français d'outre-mer ».

SOCIAL

Sites institutionnels

- [Actualité CFDT](#) : Barème prud'homal : la fronde se propage
- [Actualité OIT](#) : L'OIT se félicite de l'engagement pris par le G20 en faveur de politiques de l'avenir du travail centrées sur l'humain

- [Actualité net-entreprises.fr](#) : Micro entrepreneur : Déclaration et paiement possibles uniquement sur le site autoentrepreneur.urssaf
- [Communiqué Fepem](#) : L'emploi à domicile encore plus simple : la FEPEM lance le site Particulier-Employeur.fr
- [Publication CFDT](#) : Temps partiel : la mention d'une durée minimale de travail ne suffit pas
- [Actualité CFDT](#) : Condamnation prud'homale : à défaut de précision, les sommes sont prononcées en brut !
- [Actualité gouvernement.fr](#) : Sécurité sociale étudiante - une réforme au bénéfice des étudiants
- [Communiqué ameli.fr](#) : Réactions aux propositions de la mission sur les fraudes sociales
- [Dossier de presse Min. travail](#) : Plan national de lutte contre le travail illégal. Bilan 2016-2018 et priorités 2019-2021
- [Lettre ouverte Conseil national du numérique](#) : « Nous appelons à la suppression des chartes de l'article 20 de la LOM »
- [Publication Cnil](#) : Vidéosurveillance excessive : clôture de la mise en demeure à l'encontre de l'Institut des techniques informatiques et commerciales (ITIC)

Jurisprudence

- Barème Macron : [Jugement CPH Nevers 26-7-2019 n° 18/00050](#)
- Articles 7 et 8 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 : [Cass. soc. QPC 5-9-2019 n° 19-16.637](#)

Au Journal Officiel

- [Avis](#) relatif à la situation de certains conseils de prud'hommes (art. R. 1422-1 et R. 1422-2 du code du travail)
- [Décret n° 2019-930 du 4 septembre 2019](#) portant application et adaptation aux gens de mer non salariés de certaines dispositions du code des transports et modifiant les conditions d'accès à certaines fonctions à bord
- [Arrêté du 29 août 2019](#) modifiant l'arrêté du 28 avril 2017 relatif à l'information de l'assuré social ou de son ayant droit sur les conditions de vente des produits et prestations d'appareillage des déficients de l'ouïe et d'optique-lunetterie

Union Européenne

- Renvoi préjudiciel – Sécurité sociale – Travailleurs migrants – Règles de l'Union européenne sur la conversion des monnaies – Règlement (CE) no 987/2009 – Décision H3 de la commission administrative pour la coordination des affaires sociales – Calcul du complément différentiel des allocations familiales dû à un travailleur résidant dans un État membre et travaillant en Suisse – Détermination de la date de référence du taux de change : [CJUE 4-9-2019 aff. 473/18](#)

AFFAIRES

Sites institutionnels

- [Communiqué AMF](#) : Premières campagnes de visites mystère sous MIF 2 : l'AMF étudie les pratiques de 11 banques de réseau
- [Publication AMF](#) : Financement de la recherche : les parties prenantes sont invitées à contribuer à la réflexion lancée par l'AMF
- [Actualité Sénat](#) : Nouvelle lecture de la loi Mobilités : les ressources nécessaires au financement des services de mobilité doivent être garanties
- [Communiqué ADLC](#) : Télécoms - L'Autorité de la concurrence autorise le rachat de la société Iliad 7 par la société Cellnex.
- [Publication SGFGAS](#) : Taux plafonds des PC (et des PAS à compter du 1er juillet 2015) (déterminés par addition au taux de référence des marges réglementaires) Mis à jour le 02/09/2019
- [Actualité Commission des clauses abusives](#) : Le site de la Commission voit compléter sa base de jurisprudence par 10 décisions
- [Lettre ouverte Conseil national du numérique](#) : « Nous appelons à la suppression des chartes de l'article 20 de la LOM »

Jurisprudence

- Surendettement : [Cass. 2^e civ. 5-9-2019 n° 18-15.547](#)

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-925 du 2 septembre 2019](#) modifiant l'annexe 7-2 du livre VII du code de commerce (partie réglementaire) fixant le nombre des juges et le nombre des chambres des tribunaux de commerce
- [Arrêté du 30 août 2019](#) modifiant l'arrêté du 31 octobre 2017 fixant la forme de présentation complémentaire à la déclaration nutritionnelle recommandée par l'Etat en application des articles L. 3232-8 et R. 3232-7 du code de la santé publique
- [Arrêté du 29 août 2019](#) modifiant l'arrêté du 28 avril 2017 relatif à l'information de l'assuré social ou de son ayant droit sur les conditions de vente des produits et prestations d'appareillage des déficients de l'ouïe et d'optique-lunetterie

Union Européenne

- Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (UE) no 1215/2012 – Article 53 – Certificat relatif à une décision en matière civile et commerciale figurant à l'annexe 1 – Pouvoirs de la juridiction d'origine – Vérification d'office de l'existence de violations des règles de compétence en matière de contrats conclus par les consommateurs : [CJUE 4-9-2019 aff. 347/18](#) – [Conclusions](#) – [Communiqué](#)
- Renvoi préjudiciel – Organisation commune des marchés des produits agricoles – Fruits et légumes – Règles de commercialisation – Notion de “pays d'origine” – Règlement (CE) no 1234/2007 – Article 113 bis, paragraphe 1 – Règlement (UE) no 1308/2013 – Article 76, paragraphe 1 – Définitions relatives à l'origine non préférentielle des marchandises – Règlement (CEE) no 2913/92 – Article 23, paragraphe 1 et paragraphe 2, sous b) – Règlement (UE) no 952/2013 – Article 60, paragraphe 1 – Règlement délégué (UE) 2015/2446 – Article 31, sous b) – Étapes de la production effectuées dans un autre État membre – Étiquetage des denrées alimentaires – Interdiction d'un étiquetage de nature à induire le consommateur en erreur – Directive 2000/13/CE – Article 2, paragraphe 1, sous a), i) – Règlement (UE) no 1169/2011 – Article 7, paragraphe 1, sous a) – Article 1er, paragraphe 4 – Article 2, paragraphe 3 – Mentions explicatives : [CJUE 4-9-2019 aff. 686/17](#) – [Conclusions](#)
- Renvoi préjudiciel – Exigences techniques et commerciales pour les virements et les prélèvements en euros – Règlement (UE) no 260/2012 – Espace unique de paiement en euros (SEPA) – Paiement par prélèvement – Article 9, paragraphe 2 – Accessibilité des paiements – Condition de domicile : [CJUE 5-9-2019 aff. 28/18](#) – [Conclusions](#) – [Communiqué](#)
- Pourvoi – Recours en indemnité – Article 340, deuxième alinéa, TFUE – Durée excessive de la procédure dans le cadre d'une affaire devant le Tribunal de l'Union européenne – Réparation du préjudice prétendument subi par la requérante – Inapplication de la notion d'“entreprise unique” – Préjudices matériels – Frais de garantie bancaire – Lien de causalité – Manque à gagner – Préjudice immatériel – Responsabilité de l'Union européenne pour des dommages causés par des violations du droit de l'Union découlant d'une décision du Tribunal – Non-engagement de la responsabilité : [CJUE 5-9-2019 aff. 447/17 et 479/17](#)
- Renvoi préjudiciel – Procédures de recours en matière de passation de marchés publics de fournitures et de travaux – Directive 89/665/CEE – Recours en annulation contre la décision d'attribution d'un marché public introduit par un soumissionnaire dont l'offre n'a pas été retenue – Recours incident de l'adjudicataire – Recevabilité du recours principal en cas de bien-fondé du recours incident : [CJUE 5-9-2019 aff. 333/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Directive 2002/22/CE – Service universel et droits des utilisateurs au regard des réseaux et des services de communications électroniques – Article 26, paragraphe 5 – Numéro d'appel d'urgence unique européen – Mise à disposition des informations relatives à la localisation de l'appelant : [CJUE 5-9-2019 aff. 417/18](#) – [Communiqué](#)
- Renvoi préjudiciel – Directive 2008/48/CE – Protection des consommateurs – Crédit aux consommateurs – Article 10, paragraphe 2, sous h) et i), et paragraphe 3 – Informations à mentionner dans le contrat – Législation nationale prévoyant l'obligation de préciser pour chaque paiement la répartition entre le remboursement du capital, les intérêts et les frais : [CJUE 5-9-2019 aff. 331/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Marque de l'Union européenne – Règlement (CE) no 207/2009 – Article 97, paragraphe 5 – Compétence judiciaire – Action en contrefaçon – Compétence des juridictions de l'État membre sur le territoire duquel “le fait de contrefaçon a été commis” – Publicités et offres à la vente affichées sur un site Internet et sur des plateformes de médias sociaux : [CJUE 5-9-2019 aff. 172/18](#) – [Conclusions](#)

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-929 du 3 septembre 2019](#) relatif aux sociétés de vente d'habitations à loyer modéré mentionnées à l'article L. 422-4 du code de la construction et de l'habitation et aux autres organismes privés d'habitations à loyer modéré

CIVIL

Sites institutionnels

- [Avis Défenseur des Droits n°19-11 du 5-9-2019](#) concernant le projet de loi n°2187 relatif à la bioéthique
-

Jurisprudence

- Alsace Moselle : [Cass. 2^e civ. 5-9-2019 n° 18-16.680](#)
- Appel civil : [Cass. 2^e civ. 5-9-2019 n° 18-21.717](#)
- Saisie immobilière : [Cass. 2^e civ. 5-9-2019 n° 17-28.471](#)

Union Européenne

- Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Compétence, reconnaissance et exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires – Règlement (CE) no 4/2009 – Article 3, sous a) et d), et article 5 – Juridiction saisie de trois demandes conjointes relatives au divorce des parents d'un enfant mineur, à la responsabilité parentale et à l'obligation alimentaire en faveur de l'enfant – Déclaration de compétence en matière de divorce et d'incompétence en matière de responsabilité parentale – Compétence pour connaître de la demande d'obligation alimentaire – Juridiction du lieu où le défendeur a sa résidence habituelle et devant laquelle il comparaît : [CJUE 5-9-2019 aff. 468/18](#) - [Conclusions](#)
- Législation empêchant le mariage entre « anciens » belles-soeurs et beaux-frères : violation du droit au mariage. : [Communiqué CEDH 5-9-2019 n° 57854/15](#)

DIVERS

- [Avis](#) sur un projet de loi constitutionnelle pour un renouveau de la vie démocratique
- [BO Justice n° 2019-08 du 30-8-2019](#)
- [Lettre d'actualité Service-Public.fr n° 941 du 29-8-2019](#)
- [JO Assemblée Nationale Questions/Réponses n° 36 du 3-9-2019](#)
- [JO Sénat Questions/Réponses n° 35 du 5-9-2019](#)
- [Communiqué Cour des comptes](#) : L'institut national de la propriété industrielle (INPI)
- [Compte rendu du Conseil des ministres du mercredi 4-9-2019](#)